

# Ces Français prêts à accueillir des Afghans

Véronique, Évelyne, Odile et d'autres comptent bien héberger chez eux des réfugiés. Le maire de Magny-les-Hameaux (Yvelines), lui, appelle à la mobilisation.

MAÏRAM GUISSÉ

**GARDER SA PORTE OUVERTE**, c'est pour Véronique une évidence. Alors, s'il faut héberger des Afghans, elle le fera. D'ailleurs, cette mère de cinq enfants le fait déjà, via l'ONG chrétienne JRS Welcome, et son programme d'hébergement gratuit pour demandeurs d'asile et réfugiés, dont un tiers d'Afghans. Avec son mari Arnaud, elle loge depuis quelques semaines, avant donc la prise de Kaboul par les talibans, dans une des chambres de leur pavillon de Marly-le-Roi (Yvelines) Farid (prénom modifié), un réfugié afghan de 22 ans, arrivé en France à l'automne 2020. « Nos enfants ont grandi, les pièces se sont vidées, alors on s'est dit pourquoi pas », explique Véronique, 56 ans et déjà grand-mère.

Elle suit de près ce qui se passe en Afghanistan. Impossible d'en discuter avec Farid, qui a fui le pays « parce que sa famille était harcelée par des talibans », détaille Véronique. Il refuse d'évoquer la situation actuelle. « Il faut le respecter, insiste-t-elle. Vous savez, quand ils arrivent ici, ils sont au fond du trou. On fait tout pour les accompagner, les aider à s'insérer, s'intégrer. »

Plus qu'un hébergement, c'est une « parenthèse cocooning que nous leur offrons avec des moments de vie quotidienne. Par exemple, Farid s'occupe seul de sa chambre, il la nettoie, y passe l'aspirateur... », et il y a ces instants de partage autour de repas. C'est là l'occasion de discuter, d'échanger sur les différences culturelles, d'apprendre des uns et des autres, « mais aussi de les préparer à l'après, à la vie ici », précise Véronique. Petit à petit, les personnes hébergées deviennent « des membres de la famille ». En témoigne cette photo de groupe prise lors de la fête des 20 ans de Farid.

L'hébergement dure trois à six semaines. Lorsqu'il s'achève, « j'ai toujours un petit pincement au cœur, mais je sais qu'on les reverra », ajoute-t-elle. Cette femme au foyer garde contact avec tous ces jeunes hommes qu'elle a accueillis. Six



Bertrand Houillon, maire de Magny-les-Hameaux (à g.), et Véronique (à dr.) ont décidé d'ouvrir leur porte aux réfugiés.



au total, depuis 2015. Ils sont venus d'Irak, de Côte d'Ivoire, d'Afghanistan.

## « Il va y avoir de gros besoins »

À Magny-les-Hameaux, commune des Yvelines de 9 000 habitants où se mêlent pavillons et un tiers de logements sociaux, le maire (PS) Bertrand Houillon appelle lui aussi à la solidarité pour les Afghans. Sur les réseaux sociaux, il a publié une tribune et vient d'envoyer une lettre au préfet des Yvelines. « Quand des vies humaines sont en danger, on doit agir, insiste-t-il. En 2015 déjà, j'avais lancé un appel à accueillir les Syriens. La préfecture n'avait pas donné suite, mais je m'étais rapproché des associations locales et nous avions réussi à aider des gens à retrouver une vie digne. »

Cette fois encore, il compte sur la solidarité de ses administrés. Ceux croisés dans la rue hier après-midi saluent pour la plupart l'initiative du maire. « Nous n'avons pas de centre d'hébergement d'urgence comme d'autres grandes villes (NDLR : Marseille, Strasbourg, Rouen...) qui elles aussi appellent à accueillir les Afghans, mais nous avons des personnes prêtes à ouvrir leurs portes. » « Il y a un esprit d'entraide

important dans cette ville, abonde Dominique Fiquet, coordinatrice au sein de JRS. Nous avons six familles qui font déjà partie du programme. » Comme Évelyne et Daniel, un couple de retraités de 70 et 75 ans. « Nous avons accueilli par trois fois des Tibétains, détaille Évelyne. On est prêts à le refaire avec des Afghans. » Une volonté partagée par Odile : « Quand j'ai vu les infos, je me suis dit qu'il allait falloir remettre le pied à l'étrier car il va y avoir des gros besoins. Je suis prête à m'investir de nouveau comme je l'ai fait pour une famille syrienne, dans l'accompagnement administratif, qui est un parcours du combattant. »

D'autres maires franciliens ont également publié des appels à la solidarité, comme ceux de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) ou Bessancourt (Val-d'Oise). Ce dimanche, plusieurs associations appellent les Afghans de France et leurs soutiens à manifester à Paris, devant le ministère des Affaires étrangères, à 14 heures. Elles réclament notamment l'exfiltration immédiate des familles de migrants résidant en France, « quel que soit leur statut », et la mise en place par le gouvernement d'un visa spécial pour les familles afghanes.

## ZOOM | L'association Amitié mères afghanes craint pour son équipe sur place

JEANNE CASSARD

**LES TRAITS TIRÉS**, Françoise Barthélémy a passé la nuit au téléphone. La présidente de l'association Amitié mères afghanes tente de trouver une solution pour son équipe restée à Kaboul (Afghanistan). Depuis que la capitale a été prise par les talibans lundi, « ils me supplient de les faire venir en France », explique la septuagénaire. Sur place, une équipe composée d'un médecin, de deux sages-femmes, d'un chauffeur assistant et d'un correspondant, tous de nationalité afghane. Avec leur structure mobile, ils proposent des consultations médicales dans cinq villages situés à 40 km au nord de Kaboul.

Créée en 2008, l'association basée à Rambouillet (Yvelines) permet chaque mois à près de 2500 personnes, surtout des femmes et des enfants, d'accéder à des soins et de recevoir gratuitement des médicaments. À côté, une enseignante dispense des cours d'alphabetisation à destination des femmes. Sur place, les membres d'Amitié

mères afghanes craignent pour leur vie. « Depuis dimanche, ils sont calfeutrés chez eux et m'envoient des messages désespérés. » Travailler pour une ONG française à destination des femmes fait d'eux des cibles.

## « Les talibans sont venus chez eux »

Ils sont également en contact avec d'autres associations françaises basées là-bas comme la Chaîne de l'espoir et l'Afrane (Amitié franco-afghane). « Je leur ai promis de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour les aider. »

« Le médecin et le chauffeur ont dû déménager de leur logement à Kaboul, les talibans sont venus chez eux à la recherche d'informations », s'inquiète Françoise Barthélémy. Lorsqu'elle pense aux quatre filles du chauffeur de la structure, elle ne peut s'empêcher d'imaginer le pire pour elles. Car celle qui s'est rendue à quatorze reprises dans le pays n'a pas de doute sur les actions des talibans. « Là, ils essaient de faire bonne figure, mais on sait que ça ne va pas durer... »



Ils me supplient de les faire venir ici

FRANÇOISE BARTHÉLEMY, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION AMITIÉ MÈRES AFGHANES, À PROPOS DE SON ÉQUIPE

Très choquée par les images de fuite à l'aéroport de Kaboul, elle ne comprend pas non plus « pourquoi Emmanuel Macron a parlé de flux migratoires irréguliers et pas de réfugiés à accueillir », dans son allocution de lundi soir. Françoise Barthélémy lance un appel pour aider l'association dans ce moment difficile. « L'adhésion est de 22 € et permet d'être tenu au courant de l'évolution des actions de l'association. » Même si, pour l'heure, il est encore trop tôt pour savoir à quoi seront destinés précisément ces fonds : aménagement de camps de réfugiés, accueil en France des membres de l'équipe... En tout cas, la présidente de la structure assure qu'elle va continuer à payer leur salaire.



Quand des vies humaines sont en danger, on doit agir

BERTRAND HOULLON, MAIRE (PS) DE MAGNY-LES-HAMEAUX